

A la rencontre des grévistes de l'entreprise KEOLIS de Montesson

Interview

De notre correspondant

Nous avons rencontré le délégué syndical SUD de l'entreprise Kéolis. Il nous explique les raisons qui ont amené les salariés à voter la grève. « Nous sommes en grève depuis le début du mois de septembre. On a fait une coupure de la grève du 5 au 12 septembre. On attendait une réponse de la direction. Comme ils n'ont rien lâché, on a repris le mouvement. Nous faisons une assemblée générale tous les matins, et on reconduit la grève. Il n'y a aucun bus qui sort de l'entreprise »

■ Quelles sont les raisons de la grève ?

La direction a décidé de supprimer la prime d'intéressement qui est de l'ordre de 1000 € pour l'année. Ils ne veulent rien mettre ; il n'y a pas d'ouverture de dialogue.

■ Et vos salaires ?

On a eu la NAO et on a eu une augmentation de 4 %,



Montesson. Après plus d'un mois de grève les salariés de Kéolis continuent le mouvement.

et c'est insuffisant. Il y a aussi la perte de jours de congé et une dégradation des conditions de travail. Un autre gréviste intervient dans la discussion et développe. Il n'y a pas que la prime d'intéressement ; il y a aussi les jours de congé. On avait des jours supplémentaires de congé en fonction de l'ancienneté : 1 jour de plus tous les 3 ans. Là ils ont décidé de tout enlever. Ils ne nous ont laissé qu'un seul jour à partir de 10 ans d'ancienneté, et rien d'autre. Moi je perds 4 jours et ceux qui arrivent maintenant n'auront rien.

■ C'est donc le statut qui est changé ?

« Exactement ; le nouveau statut est en deçà de l'ancien. En plus, il y a de la pression, du harcèlement. Le problème c'est aussi qu'il y a deux autres syndicats qui sont du côté de la direction, et il faudrait l'unité pour gagner. Ici, on est à 97 % de grévistes, sur l'autre site d'Argenteuil, quelques-uns devraient commencer la grève demain »

Après cette échange nous avons remis aux grévistes deux exemplaires différents de la tribune des travailleurs et quelques appels à la rencontre des délégués du 30 septembre. Ils nous ont remis un communiqué daté du 20 septembre.

COMMUNIQUÉ DU POID 78

Soutien aux grévistes de Keolis Montesson, arrêt des poursuites

Depuis le 12 septembre les chauffeurs de bus du dépôt de Montesson sont massivement en grève (70 grévistes sur les 90 chauffeurs du site). Ils demandent avec leur organisation syndicale le rétablissement de la prime d'intéressement et de participation, l'équivalent de 1000 euros, supprimée depuis le rachat de leur compagnie par Keolis. Ils ont raison, la direction de Keolis doit céder et rétablir les primes afin de permettre le maintien du pouvoir d'achat face à une hausse des prix qui atteint 15% pour les prix de l'alimentation. La fédération des Yvelines s'est rendue sur place et à

leur signifié notre soutien. La direction de Keolis assigne deux délégués du personnel et 5 grévistes devant le tribunal de Versailles. L'audience aura lieu le 12 octobre à 14 heures. La Fédération des Yvelines du POID demande la levée des poursuites à l'encontre des grévistes de Keolis, et appelle à être présents nombreux devant le tribunal.
Le 9 octobre 2023

Editorial

Un homme contre la classe ouvrière

■ Emmanuel Macron, Président de la République se range aux côtés de Biden et de Netanyahu. Pour nous, la vie d'un enfant palestinien de Gaza vaut la vie d'un enfant juif d'Israël.

Emmanuel Macron organise le démantèlement de l'industrie de la vallée de la Seine, à Flins. Il supprime au budget 2500 postes de professeurs des écoles et foule aux pieds le droit d'accéder à un enseignement de qualité. Les salariés de Renault Flins sont face à la casse de leur outil de travail, aux démantèlements successifs de leur outil de production.

Les enseignants subissent les situations impossibles. Pour intégrer les enfants en situation de handicap, ils travaillent le plus souvent seuls, sans l'aide d'une infirmière scolaire ni d'une psychologue qui ont disparu des effectifs, quand il n'y a pas l'AESH à laquelle ces enfants ont droit.

Comment faire pour boucler la fin du mois ? Comment faire pour éduquer ses enfants ?

Quel est le sens de la politique du président et de ses ministres - nous pensons en particulier à Messieurs Darmanin et Vèran, à Madame Borne - si ce n'est la volonté sans failles de servir les intérêts des spéculateurs et autres financiers ?

En France, le POID combat pour l'unité. La classe ouvrière se défend, se mobilise, ne cédera pas. Nous soutenons la prochaine rencontre nationale des délégués des comités pour l'unité du 25 novembre. Renforçons cette initiative. ■

Contribution

Financement des associations *Pierre, ancien salarié de l'associatif témoigne*

Pendant que la bourgeoisie et les grands groupes de médias continuent de se féliciter du don de 10 millions d'euros que Bernard Arnault a fait aux Restos du Cœur (soit 0,000027% de la capitalisation de LVMH !), d'autres associations dépérissent en France. Alors que les médias s'alarment de la flambée des « charges » dans les entreprises et les commerces, les acteurs de l'économie sociale et solidaire sont les grands oubliés. Ainsi le 18 septembre, "HUGO!", une association luttant contre le harcèlement scolaire, a annoncé sa cessation d'activité faute de moyens. J'ai eu l'occasion de travailler pendant presque 4 ans dans différentes associations et de diriger des projets associatifs dans le XIX^e arrondissement. En 2021, j'y ai créé un projet « Jeunesse et Numérique » après avoir remarqué que par le canal de l'éducation populaire, il était possible d'aider les jeunes

dans leur utilisation du numérique pour le cursus scolaire. Plusieurs statistiques avaient montré que beaucoup d'élèves éprouvaient des difficultés à suivre les cours en visioconférence pendant la période de COVID. En effet beaucoup de familles ne disposaient que d'un seul outil informatique. Alors, avec l'association, nous avons redémarré un projet mis en veille, pour fournir des ordinateurs portables reconditionnés aux familles du XIX^e arrondissement. Pour cela, nous avons répondu à des appels à projet (1) pour tenter de réunir environ 70.000€. Nous étions pleins d'espoir et de bonne volonté, le projet tenait la route, mais faute de fonds, il dut de nouveau être mis à l'arrêt.

Rappelons que les associations ne font ni profit ou bénéfices. Mais elles sont tributaires des fonds donnés et pour certains du mécénat. Leur fragilité pose une question de fond : ne faut-il pas que l'Etat, avec ses services publics, reprenne à leur charge les activités sociales dont il s'est débarrassé sur les associations ? Et qu'il les finance en utilisant les milliards du budget de la guerre et en réquisitionnant les profits du CAC40 ?

(1) Un appel à projets est le mécanisme par lequel une collectivité (par exemple une commune), un organisme social (par exemple une caisse d'allocations familiales...) ou une entreprise fait savoir qu'elle accepterait de subventionner des initiatives répondant à ses objectifs généraux.



Deuxième rencontre nationale de délégués pour l'unité, le samedi 25 novembre

Le 30 septembre 104 travailleurs, jeunes et militants ont participé à une première rencontre pour l'unité pour chasser Macron. Deux délégués venaient des Yvelines : une AESH (accompagnante d'enfant en situation de handicap) et un délégué d'une entreprise de recherche médicale. Trois décisions ont été prises :
- Lancement d'une pétition « la vie chère ... Cela ne peut plus durer ! »
- Proposer partout la constitution de comités pour l'unité
- Convoquer une seconde réunion nationale le 25 novembre.

Mandat pour la rencontre nationale pour l'unité

« Je suis prof de lycée professionnel ; la quasi-unanimité des profs ont montré qu'ils ne voulaient pas de la réforme de l'enseignement professionnel décidée par Macron. Ils l'ont démontré par la grève massive du 18 octobre 2022. Il s'agit de former les élèves non plus à un métier, mais à un emploi. Les lycées professionnels devraient répondre aux besoins des entreprises locales. Malgré cette opposition, les syndicats sont divisés et la réforme se met en place progressivement ; depuis la rentrée sont mis en place dans quasiment tous les LP et le LPO un bureau des entreprises. Nous n'en voulons pas ! Et Macron a même reconduit Carole Grandjean au gouvernement, en tant que ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnelle. Nous ne voulons pas de cette réforme, elle doit être abandonnée ! Macron doit partir !

Santé

« Dans les Yvelines, 2300 élèves en situation de handicap sans aide, sont dans des classes ordinaires »

« **D**ans mon école maternelle il y a un enfant sans AESH alors qu'il en a besoin. Il est en grande section et est diagnostiqué troubles du spectre autistique. Il devrait avoir 20 heures d'accompagnement à l'école et 8 heures à domicile. Comme il n'y a pas suffisamment d'AESH il n'a que 5 heures d'accompagnement sur le temps scolaire. Or il ne peut pas être accueilli à l'école sans aide humaine. Actuellement les enseignants doivent pallier toutes seules à ce manque d'AESH ce qui engendre de la maltraitance et de la souffrance.

Le gouvernement Macron prépare la disparition des AESH

Dans le département des Yvelines, la DASEN informe qu'il y a 400 élèves avec une notification en attente d'une AESH, 900 en attente d'une place en établissement ITEP/IME, 1000 en attente d'une place en SESSAD*.
 Bref, 2300 élèves en situation de handicap sont actuellement accueillis dans des classes ordinaires à la seule charge des enseignants, sans aide.
 Vous imaginez la situation pour les enfants et pour les parents.
 Une enveloppe supplémentaire pour les Yvelines



La politique du gouvernement va impacter gravement le quotidien des enfants et du personnel

permettant le recrutement de 64 AESH est annoncée. Il en faudrait 5 ou 10 fois plus.

Tout ce que prépare le gouvernement c'est la fusion entre les AESH, qui s'occupent des élèves en situation de handicap et les AED, personnels de surveillance dans les collèges et les lycées. La fusion se fait sournoisement. Macron prépare la disparition des AESH. Pour toutes ces raisons, je serai à la conférence pour l'unité. Pour les enfants et pour les personnels,

Souad, AESH à Mantes-la-Jolie

**SESSAD : service d'éducation spéciale et de soins qui exerce à domicile*

Défense des Instituts médico-éducatifs (IME)

Les IME sont menacés de disparition. Ils accueillent des enfants souffrant de déficience intellectuelle et de troubles associés. Les équipes sont composées de personnels nombreux et formés.

Par exemple : un IME des Yvelines accueillant 77 enfants comporte une équipe d'une quarantaine d'adultes, soit environ un adulte pour deux enfants. On y trouve des éducateurs techniques pour préparer un élève à une profession. Des éducateurs spécialisés, des enseignants et une équipe médico-psychologique avec un médecin psychiatre (à temps complet ou à mi-temps), un psychologue, des orthophonistes.

L'IME est le siège d'un SESSAD (service d'éducation spécialisée et de soins à domicile) avec un personnel qui va à domicile, dans les familles s'occuper des enfants. C'est un service ambulatoire. Le coût de la scolarisation d'un enfant en SESSAD est d'environ 20 000 euros par an.

Le coût de la scolarisation d'un enfant en IME est d'environ 38 000 euros par an. Le coût de la scolarisation d'un élève en école primaire est de 7000 euros par an, de 8500 en collège et de 11000 euros en lycée. Voilà pourquoi le gouvernement veut supprimer les IME. L'école inclusive coûte moins chère.

Communiqué

Renault-Flins : Maintien de tous les emplois



Il faut l'unité de tous les syndicats, de tous les partis politiques se réclamant de la démocratie et du mouvement ouvrier pour se battre contre la casse de Renault-Flins.

Fédération des Yvelines du POID

La direction de Renault a annoncé l'arrêt de la production de la ZOE à Flins en mars 2024. Cela signifie l'arrêt de la production et de montage d'automobiles à Flins. Depuis l'arrêt de la production de la Clio puis de la Nissan Micra, des milliers d'emplois ont déjà été supprimés.

Des centaines d'emplois sont menacés à Flins

Il ne reste plus que 1900 emplois en CDI et environ 250 emplois au montage de la ZOE, surtout des intérimaires. Après l'arrêt de Choisy et le démarrage difficile de Renault Factory l'activité

de rénovation de voitures d'occasion ne fait pas le plein des emplois promis. Renault envisage la vente d'une partie des terrains de l'usine.

Le nouveau projet Flexevan, nouveau fourgon électrique, confié à Flins la seule tâche de fabrication d'éléments en emboutissage, en tôlerie et en injection plastique.

C'est à dire que pour la direction, la production et le montage d'automobiles à Flins c'est fini.

Il faut arrêter cela. Des centaines d'emplois sont menacés à Flins, des milliers d'emplois sont menacés dans toute la vallée de la seine parmi les sous-traitants.

Il faut l'unité de tous les syndicats, de tous les partis politiques se réclamant de la démocratie et du mouvement ouvrier pour dire :

L'Etat, actionnaire de Renault, doit arrêter le démantèlement de l'usine

L'Etat doit s'engager au maintien de tous les emplois, embauchés Renault et intérimaires

« Il faudrait que les salaires suivent l'inflation »

« Quand on fait les courses on voit que les prix c'est largement de la folie. Tu regardes ce que tu mets dans le caddie ! les marques sont devenues trop cher, on prend les marques des distributeurs. Et je ne parle pas de l'essence.

On a eu 4 % d'augmentation des salaires en février avec 400 euros de prime de soutien du pouvoir d'achat en février et 300 euros prévus pour octobre. Mais cela ne suit pas la hausse des prix. Et comme j'ai dit à mes chefs, les primes, ce n'est pas un salaire, cela ne compte pas pour la retraite. Et rien n'est prévu avant les prochaines NAO (1) de l'année prochaine en février.

Il y a l'inflation, il faudrait que les salaires suivent l'inflation.

Les emplois diminuent. On va arriver à 2000 emplois à Flins La production de la voiture électrique, la Zoé, va passer à 6 véhicules / heures en octobre et l'arrêt total de la production est prévu pour mars 2024. L'avenir que nous réservent nos chers patrons n'est pas beau. Cela va très mal.

Un ouvrier de Renault-Flins, syndiqué CGT.

(1) Négociations Annuelles Obligatoires